

DRFIP DES HAUTS DE FRANCE

TOUR KENNEDY

82 AV DU PRESIDENT JOHN F. KENNEDY 59000 LILLE

LOT : ASCENSEUR & MONTE-CHARGE
ETENDUE DES OUVRAGES



<u>Indice</u>	<u>Date</u>	<u>Auteur</u>	<u>Observations</u>
0	20/04/2023	J. MINATCHY	1 ^{ère} diffusion
1	11/09/2023	J. MINATCHY	Mise à jour selon mise au point MOA
2	18/03/2025	J. MINATCHY	Conservation MC Coffre

Table des matières

1	INTRODUCTION.....	4
2	GENERALITES SUR L'ETENDUE DES TRAVAUX	4
2.1	Connaissance des lieux.....	4
2.2	Préparation et coordination.....	5
2.2.1	Organisation	5
2.2.2	Préparation.....	5
2.3	Exécution des travaux	5
2.3.1	Dispositions particulières en coactivité	6
2.3.2	Sécurité et hygiène du chantier	7
2.3.3	Gestion des déchets.....	7
2.4	Présence d'amiante.....	8
2.5	Sous-traitance	8
3	DOCUMENTS APPLICABLES.....	9
3.1	NORMES ET REGLEMENTS.....	9
3.2	PRODUITS ET PROCEDES	9
4	ETUDES ET PLANS D'EXECUTION.....	10
4.1	GENERALITES.....	10
4.2	DOSSIER TECHNIQUE DE BASE.....	10
4.3	ORGANISATION D'ETUDES	11
4.4	PRESTATION D'ETUDES	11
4.4.1	GENERALITES	11
4.4.2	PLANS D'EXECUTION.....	11
4.4.3	QUALITE DES ETUDES D'EXECUTION	11
4.4.4	PLANNING ET DELAIS D'APPROBATION	11
4.4.5	CONTROLE ET ESSAIS	12
4.4.6	RECEPTION DES OUVRAGES.....	12
4.4.7	RECOLEMENT – DOSSIER FIN DE TRAVAUX	13
4.5	APPROBATION DES ETUDES	14
4.6	COORDINATION GENERALE DES ETUDES	14
4.7	PERIODE DE GARANTIE ET CONTRAT D'ENTRETIEN	14
5	SECURITE.....	15
5.1	Sécurité incendie du site	15
5.2	Décondamnation des dispositifs de contrôle d'accès : GH 27.....	15
5.3	Les dispositifs de commande accompagnée : GH 30.....	15
5.4	Matériaux en cabine : GH 30.....	15
5.5	Protection des accès aux ascenseurs et monte-charges : GH 31.....	15
5.6	Signalétique & protection des dispositifs : GH 32	16
5.7	La gestion de la fonction « pompiers » : GH34.....	16

5.8	Les commandes et la signalisation	17
5.9	Etude de sécurité après mise en exploitation	17
6	ETENDUE DES OUVRAGES	18
6.1	PLANS ET DOCUMENTS DE REFERENCE	18
6.1.1	Textes et Documents divers :	18
6.1.2	Les Spécifications Techniques :	18
6.1.3	Normes générales et amendements :	18
6.1.4	Normes spécifiques et amendements :	19
6.1.5	Réglementation générale applicable :	19
6.1.6	Réglementation spécifique applicable :	19
6.1.7	Directives européennes applicables et transpositions en droit Français :	20
6.2	OUVRAGE A REALISER	20
7	Description des travaux Ascenseur privatif	21
7.1	Portes palières	21
7.2	Porte cabine :	21
7.3	Supervision SSI	22
7.4	Cabine	22
7.5	Paliers	23
8	Description des travaux monte-charge principal	24
8.1	Portes palières	24
8.2	Supervision SSI	24
9	Description des travaux monte-charge cuisine 1 et 2	24
9.1	Portes palières	24
9.2	Supervision SSI	24
10	Description des travaux Monte-charge coffre	25
10.1	Portes palières	25
10.2	Paliers	25
10.3	Porte cabine :	25
10.4	Supervision SSI	25
10.5	Cabine	25
10.6	Local machinerie	26
10.7	Gaine	27
11	Description de la base vie et zones de stockages	27
11.1	Base vie	27
11.2	Zones de stockages	27

1 INTRODUCTION

L'opération consiste en la mise en conformité des portes palières des ascenseurs privatif, Monte-charge principal et MC Cuisine, ainsi [REDACTED] Monte-charge Coffre, au sein de la tour Kennedy sise au 82 avenue du président John F. Kennedy à Lille. Le bâtiment est classé IGH type W et est composé comme suit :

- › 1 niveau d'infrastructures
- › 16 niveaux en superstructures dont le hall au RDC ouvert jusqu'au R+2 et les niveaux Entresol (ES) et galerie technique (GT) entre les niveaux R+2 et R+3
- › 1 batterie triplex d'ascenseurs de personnes du R-1 au R+12/R+13 (hors marché)
- › 1 ascenseur de charge tous niveaux (MCP)
- › 1 ascenseur privatif (Direction) tous niveaux sauf l'entresol
- › 1 ascenseur de charge coffre du R-1 au R+2 (MCC)
- › 2 ascenseurs de charge Cuisine/Restaurant du RC au R+1

Les ascenseurs de la batterie triplex ne sont pas concernés par le présent marché étant intégré à un sas coupe-feu bâtiment.

2 GENERALITES SUR L'ETENDUE DES TRAVAUX

L'Entrepreneur du présent lot aura à sa charge, la réalisation, la fourniture et la mise en œuvre de toutes les prestations relatives aux spécialités suivantes, y compris la finition de ses éléments :

- › Ascenseur
- › Monte-charge

Le présent document apporte des précisions concernant les ouvrages à réaliser sachant que sont dues au titre du présent lot, toutes les prestations des spécialités qui y sont énoncées nécessaires au parfait achèvement et au bon fonctionnement des ouvrages fournis au titre du présent lot.

2.1 Connaissance des lieux

Le titulaire fait son étude en parfaite connaissances des lieux, de l'état et de la préparation des supports, des conditions d'approvisionnement, de stockage, d'évacuation, d'alimentation en eau et en électricité, etc.....

L'entrepreneur tient compte et prévoit toutes les protections nécessaires, tant pour le bruit que pour la protection des équipes administratives et des visiteurs.

Aucune réclamation provenant d'éventuelles erreurs ou omissions dans les spécifications des offres ne sera prise en compte et le Titulaire ne peut prévaloir à aucune plus-value ni indemnité de tous ordres.

Une visite sur les lieux et un relevé complet des dimensions par l'entreprise est obligatoire afin de correspondre au projet de réalisation. Il est de la responsabilité du Titulaire de vérifier toutes les données utiles au bon dimensionnement de ses installations.

Il appartient à l'Entreprise de faire valoir clairement dans son offre toutes les réserves éventuelles constatées dans l'application de ce projet, et de veiller à ce que tous les éventuels points litigieux soient abordés avec le Maître d'Ouvrage et son représentant, avant la signature du marché.

2.2 Préparation et coordination

2.2.1 Organisation

Pendant toute la durée des travaux, le Titulaire détache au chantier, un responsable qualifié, capable de conduire, de surveiller et de superviser les travaux.

Le Titulaire présente, dès son offre, la méthodologie retenue pour réaliser les travaux décrits dans le présent Cahier des Charges Techniques Particulières dans un Mémoire Technique remis avec l'offre. Ce mémoire présente, entre autres, l'organisation mise en place et les moyens humains et matériels dédiés à ce projet, avec un organigramme nominatif

Le responsable est présent à chaque réunion à l'initiative du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Œuvre, dont l'organisation et la fréquence sont laissées à leurs initiatives.

2.2.2 Préparation

La préparation de chantier est indiquée dans les pièces administratives et comprise dans le délai global de réalisation des travaux. Les plans d'exécution seront réalisés et validés pendant la phase préparation. Le planning d'exécution sera mis au point pendant cette phase et contractualisé par ordre de service.

Le Titulaire est tenu de fournir les éléments suivants :

- › Les plans pour VISA au format numérique. En cas de modifications demandées sur ces documents, le Titulaire s'engage à les prendre en compte et communiquer un document corrigé dans un délai d'une semaine ;
- › Les fiches techniques en français de tous les matériels utilisés ;
- › Les échantillons concernant les finitions esthétiques ;
- › Un planning général d'exécution prenant en compte le planning prévisionnel joint au marché.

Le non-respect de ces dispositions expose le Titulaire à l'application des pénalités prévues au CCAP.

2.3 Exécution des travaux

Le Titulaire participera à l'état des lieux organisé par la Maitrise d'œuvre avant toute intervention sur site.

En cours de travaux, le Titulaire doit :

- › La surveillance efficace de ses ouvriers et des travaux qu'ils exécutent ;
- › La surveillance de l'exécution correcte des ouvrages réalisés par d'autres et qui lui sont nécessaires ;
- › La mise en application des principes généraux de la prévention.

Le Titulaire, est seul responsable de ces questions même si le Maître d'Ouvrage et le Maître d'Œuvre sont tenus informés. Le Titulaire est appelé à répondre dans le cas de poursuites ou contraventions.

En aucun cas, la responsabilité d'autres que lui, ne peut être recherchée.

Les matériaux sont commandés aux fournisseurs en temps opportun de telle sorte qu'il n'y ait aucun retard ni aucune interruption apportée au délai d'exécution. Le Titulaire ne peut prétendre à aucun report de délai pour des raisons de non-validation de documents techniques (plans, fiches techniques, etc.) si cela n'a pas été expressément indiqué au Maître d'Ouvrage et au Maître d'Œuvre et accepté par eux.

La mise en œuvre est faite avec le plus grand soin, tant pour assurer une réalisation correcte, que pour éviter toute détérioration des ouvrages des autres corps de métier.

Toutes les dispositions de protection sont prises pendant la mise en œuvre.

NOTA : Avant tout démarrage des travaux, le Titulaire doit obtenir l'accord du bureau d'étude ascenseur et de l'organisme de contrôle sur les plans d'installation et d'exécution de ses ouvrages.

Ces plans fournis par le Titulaire du présent lot comprennent toutes les indications nécessaires à la vérification des ouvrages à réaliser. Ces plans sont, en outre, complétés par tous les renseignements nécessaires à la construction ou à l'aménagement des ouvrages.

Tout document non visé et validé par le Maître d'Ouvrage et le Maître d'Œuvre est considéré comme nul.

Afin d'optimiser la réactivité et de limiter les coûts de stockage des pièces de rechange, il est demandé au Titulaire que les technologies installées soient les mêmes sur l'ensemble des installations d'ascenseurs.

2.3.1 Dispositions particulières en coactivité

En raison du déroulement des travaux en site occupé, L'Entreprise doit :

- › Transmettre un plan d'installation de chantier à valider par le CSPS, la maîtrise d'œuvre et la Maitrise d'Ouvrage (occupation de voirie, accès livraisons, zones de stockage, installations sanitaires pour le personnel, ...) ;
- › Prévoir les dispositions nécessaires pour l'accès de ses équipes au site :
 - Enregistrement quotidien au PCSI en entrée/sortie
 - Récupération des badges d'accès journaliers au PCSI
- › Prévoir les protections et les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des ouvriers, des intervenants et des employés ;
- › Eviter d'encombrer l'usage des parties communes, des issues de secours et des passages de circulation notamment les paliers de la batterie triplex et monte-charge principal ;
- › Protéger les ouvrages existants (plaque isorel, film polyane, etc.) ;
- › Organiser les travaux les plus bruyants en dehors des périodes d'ouverture des bureaux afin de limiter les nuisances sonores pour les employés ;
- › Remettre et tenir à jour un planning détaillé, phase par phase des interventions, de manière à assurer l'information permanente du Maître d'ouvrage et du Maître d'Œuvre sur les travaux en cours et à venir. Toute modification au planning devra faire l'objet d'une note rectificative au Maître d'œuvre et au Maître d'ouvrage, indiquant les motifs du retard ;

2.3.2 Sécurité et hygiène du chantier

Toutes les mesures de sécurité et de précautions sont prises afin de n'apporter aucun désordre aux ouvrages et locaux, ni aucune entrave à la protection des personnes présentes au sein de l'établissement (mise en place de sas fermés à clé, des barrières et des protections de chantier en milieu occupé).

Le Maître d'œuvre et le Coordinateur SPS, sous délégation de la Maîtrise d'Ouvrage, ont toute autorité pour faire appliquer les mesures de sécurité préventive tout au long du chantier. Le Titulaire doit s'y conformer sans délai.

Tous les intervenants sont équipés d'Equipements de Protection Individuels (EPI) adaptés.

L'Entreprise nomme un chargé de consignation dûment habilité qui est le seul à pouvoir demander la consignation électrique d'un appareil et pouvoir signer la fiche de consignation. Avant toute consignation, le PCS devra être averti de la localisation et de la durée prévisionnelle de la coupure.

Les permis feu devront être établis quotidiennement pour les postes concernés par l'agent SIAAP 2 présent sur site.

Chaque fois que cela est possible, les Equipements de Protection Collectives sont privilégiés et posés en début de chantier (protections des baies palières, balustrades, éclairages des accès, rampes, protections électriques, etc.).

Si, lors des visites de chantier, une situation dangereuse est détectée, le chantier sera immédiatement arrêté et ne reprendra qu'à la suppression du danger et la validation du Maître d'ouvrage. Tous les frais supplémentaires ainsi occasionnés sont à la charge exclusive du Titulaire.

Il appartient au Titulaire de faire appliquer à son personnel et à tous ses sous-traitants les consignes de sécurité et les fiches de contrôle qu'il juge utile de mettre en œuvre.

Les éventuels sous-traitants sont en mesure de lire, comprendre, appliquer et expliquer les consignes de sécurité. Le Titulaire reste seul responsable de la sécurité du chantier.

Tous les appareils de levage utilisés sur le chantier devront avoir une fiche de vérification à jour.

Un contrôle quotidien de toutes les serrures (vérification systématique depuis le palier du bon verrouillage mécanique) est effectué avant de quitter le chantier.

En cas de manquement du Titulaire ou de son sous-traitant aux consignes de sécurité, et sans avertissement préalable, le Maître d'Ouvrage peut appliquer de plein droit les pénalités prévues au CCAP.

Le travail les dimanches et jours fériés est soumis à l'accord du Maître d'Ouvrage et de l'Inspection du Travail, et sous réserve d'un « travail à deux ».

Un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) est établi par le Titulaire et ses éventuels sous-traitants.

2.3.3 Gestion des déchets

Le Titulaire devra s'assurer que tous ses déchets banaux (DIB) sont quotidiennement stockés et/ou évacués dans les centres de tris adaptés et certifiés selon la norme ISO EN 14001.

L'évacuation des déchets devra se faire par le R-1 et la zone de livraison.

2.4 Présence d'amiante

Le DAT est joint à la consultation. Il est, notamment, fait état de présence d'amiante dans les colles de faïence et carrelage en périphérie des baies palières.

Le Titulaire remet son offre en pleine connaissance des détails du rapport transmis lors de la consultation.

Le Titulaire indique, dès son offre, la méthodologie et le délai de mise en œuvre pour les travaux nécessitant l'intervention sur les matériaux présentant de l'amiante.

Cette méthodologie doit être conforme à la réglementation en vigueur et prendre en compte, à minima, les points suivants :

- › Etablissement d'un plan de retrait pour travaux en sous-section 3 et niveau 1 d'empoussièrement ;
- › Installation de sas étanche simple à tous les niveaux concernés par les travaux ;
- › Installation d'un double sas sur-mesure étanche à un niveau de référence à définir en concertation avec le MOA. Les déchets devront pouvoir être évacués par ce niveau ;
- › Le sas doit permettre un confinement statique et une décontamination à demeure ;
- › Les sas seront équipés de judas permettant aux services SIAAP d'effectuer leurs contrôles lors des rondes.

La méthodologie reste de la responsabilité de l'entreprise.

> SOUS-SECTION 4	
Réparation pour faire disparaître des dégâts	<ul style="list-style-type: none"> • Remplacement d'une porte palière ou d'un vantail (cabine ou palier) suite dégradation
> SOUS-SECTION 3	
Opération avec études préparatoires de conception et de passation de marché	Modernisation avec étude dans le cadre de la réduction de l'obsolescence de l'appareil entraînant le retrait de composants comportant de l'amiante : <ul style="list-style-type: none"> • treuil avec garnitures amiantées, • portes • armoires
Actions de maintenance corrective avec prévisibilité	<ul style="list-style-type: none"> • Remplacement de toutes les portes comportant de l'amiante. • Opération dont l'objectif est d'éradiquer l'amiante sur l'appareil.

2.5 Sous-traitance

Sous réserve du respect des dispositions prévues au CCAP, le Titulaire est autorisé à sous-traiter des prestations qui lui sont confiées mais est tenue de réaliser une part significative du marché de travaux dont il est l'adjudicataire.

Le Titulaire reste responsable de son sous-traitant.

Aucun sous-traitant n'est autorisé à intervenir sans l'acceptation par le Maître d'Ouvrage du dossier d'agrément soumis par le Titulaire. Tout retard engendré par ce manquement de la part du Titulaire, lui sera imputable et soumis l'application des pénalités prévues au CCAP et/ou CCAG.

3 DOCUMENTS APPLICABLES

3.1 NORMES ET REGLEMENTS

Les normes, DTU et règlements applicables sont les normes et DTU et règlements français en vigueur. En cas de modifications des normes et règlements après le dépôt du permis de construire l'Entreprise étudiera avec le Maître d'Œuvre les incidences éventuelles de celles-ci. Le Maître d'Œuvre décidera de plein droit leur prise en compte, les conditions du Contrat étant alors adaptées en conséquence. Leur liste exhaustive n'est pas reprise dans la présente Etendue des Travaux.

3.2 PRODUITS ET PROCEDES

Les produits et procédés utilisés dans la construction doivent obligatoirement être couverts par un document du type :

- › Cahier des charges validé par un organisme reconnu et en cours de validité,
- › Avis Technique en cours de validité.

Ils devront de plus recevoir un avis favorable du Bureau de Contrôle

4 ETUDES ET PLANS D'EXECUTION

4.1 GENERALITES

L'Entrepreneur présentera une étude détaillée du Projet au Maître d'Œuvre selon les Conditions Générales.

Les Plans d'étude seront réalisés à l'échelle usuelle de 2 cm par mètre (1/50ème). Les études de détails nécessaires à une bonne compréhension du Projet seront réalisées à l'échelle de 5 cm par mètre (1/20ème).

Des plans ou détails particuliers pourront être à fournir à la demande expresse du Maître d'Œuvre ou du Contrôleur Technique.

4.2 DOSSIER TECHNIQUE DE BASE

Les plans du Dossier Technique ont pour objet de donner une « image » de la solution technique proposée par le Maître d'Œuvre pour la réalisation du Projet. Il s'agit de plans de principe pré dimensionnés qui reflètent les résultats d'une présynthèse technique. Ils ne dégagent en rien la responsabilité de l'Entrepreneur qui se doit de dimensionner les ouvrages lors de l'établissement des études d'exécution (relevés de cotes sur site à sa charge, modifications des équarrissages, etc. ...). L'attention de l'Entrepreneur est attirée sur le fait que les dimensions ne seront pas déterminées par mesure à l'échelle ou à la règle afin de limiter les sources d'erreurs.

Toute modification nécessaire qui pourrait avoir une incidence sur la position des points porteurs, les gabarits sous plafond, le parti architectural etc. devra être signalé au Maître d'Œuvre qui définira avec l'Entrepreneur les choix d'adaptation.

L'Entrepreneur devra formuler toute observation et demande de renseignement complémentaire qui lui semblerait nécessaire.

Toutes les modifications imposées par le Contrôleur Technique seront respectées sans donner lieu à supplément de prix.

Les Plans guides du DCE sont fournis à titre indicatif et ne sauraient constituer un état exhaustif des Ouvrages et prestations à réaliser.

L'Entrepreneur ne pourra se prévaloir de toute imprécision, contradiction ou omission pouvant apparaître sur les Plans d'avant-projet structure. L'Entrepreneur devra tout Ouvrage décrit ou dessiné, ainsi que tout Ouvrage nécessaire soit à l'air et à l'eau du Bâtiment, soit à son parachèvement. L'attention de l'Entrepreneur est attirée sur la nécessité de respecter les gabarits et les surfaces dégagés par la structure lors de l'établissement du dossier DCE. En conséquence :

- Sauf impossibilité technique réglementaire (à justifier), les dimensions des éléments seront au plus celles portées sur les Plans de structure,
- Toute variation d'une dimension d'un Ouvrage devra donc faire l'objet d'une approbation du Maître d'Œuvre. Les implantations d'éléments porteurs et de poutres portées sur les plans de structure du dossier devront être respectées.

4.3 ORGANISATION D'ETUDES

Sous-traitance

Dans le cas où l'Entrepreneur sous-traiterait la totalité ou une partie des études il devra en informer la Maîtrise d'Œuvre et obtenir son agrément quant au choix du bureau d'études. Le bureau d'études choisi devra posséder des références de réalisations d'ouvrages similaires, et son personnel la qualification nécessaire. Il sera soumis aux mêmes obligations que l'Entrepreneur.

4.4 PRESTATION D'ETUDES

4.4.1 GENERALITES

L'Entrepreneur aura à sa charge la réalisation des études d'exécution et à ce titre en assurera l'entière responsabilité. L'Entrepreneur devra toutes les études nécessaires à l'établissement :

- › L'ensemble des plans et détails de fabrication,
- › Les fiches techniques en français de tous les matériels utilisés,
- › Les échantillons concernant les finitions esthétiques sur Les commandes et signalisations
- › Palières / cabine, les finitions des portes palières et cabine et un échantillonnage des finitions cabine,
- › Les procédures de maintenance,
- › Un planning général d'exécution prenant en compte le planning prévisionnel joint au marché.

Il est entendu que ces éléments font partie du planning communiqué par l'Entreprise.

4.4.2 PLANS D'EXECUTION

L'Entrepreneur devra pour la totalité des ouvrages à réaliser, y compris pour les travaux faisant l'objet des plans de principe d'exécution définis ci-avant, **la fourniture et la présentation pour acceptation au Maître d'Œuvre et au Bureau de Contrôle de tous les plans d'exécution accompagnés de toutes les notes et justificatifs nécessaires.**

Les plans d'exécution calculs compris seront établis par l'Entrepreneur sous sa seule responsabilité et à ses frais.

4.4.3 QUALITE DES ETUDES D'EXECUTION

Les modifications devront être clairement identifiées à chaque nouvel indice de plans, par un « bullage ». Les échelles seront choisies de manière à permettre une parfaite compréhension du document. Les plans d'exécution seront établis conformément aux normes en vigueur. Les échelles seront choisies de manière à permettre une parfaite compréhension du document. Le Maître d'Œuvre se réserve le droit de demander l'étude de détails particuliers lorsque nécessaire.

4.4.4 PLANNING ET DELAIS D'APPROBATION

Les délais de remise des plans, de fabrication et travaux doit respecter les délais fixés par le marché. Les documents d'exécution sont fournis pendant la phase de préparation de chantier. Le planning d'études fait partie du planning d'exécution mis au point pendant la phase préparation.

4.4.5 CONTROLE ET ESSAIS

Le Titulaire avise le Maître d'Œuvre de la date où il juge ses installations recevables. Cette notification est produite au moins deux semaines avant la fin des travaux.

L'installation fait l'objet d'un contrôle de conformité aux exigences du cahier des charges.

L'installateur appose obligatoirement le marquage CE en cabine après la procédure qu'il doit justifier dans son mémoire.

Le Titulaire est alors tenu d'enlever et de remplacer, à ses frais et dans les délais fixés, les matériels refusés, pour obtenir les résultats contractuels.

A l'expiration de ce nouveau délai, un nouvel essai est effectué.

Avant la réception, Le Titulaire prévoit de faire :

- › La vérification et l'équilibrage du contrepoids selon ses propres besoins ;
- › Le remplacement des galets et contre galets de porte cabine s'ils ont été endommagés durant la phase travaux ;
- › La lubrification des guides cabine et contrepoids ;
- › Le nettoyage complet du chantier.

Chaque élément est vérifié et essayé pour s'assurer de son bon fonctionnement et notamment :

- › Que les arrêts aux paliers sont conformes aux prescriptions, tolérance d'arrêt + ou - 5mm de 0 à 105% de la charge
- › Que les essais aient été faits par le Titulaire qui remettra un document de mise en service détaillant la procédure et les éléments soumis à essais.

La main d'œuvre et le matériel nécessaires aux essais conformément à la directive européenne sont à la charge du Titulaire.

4.4.6 RECEPTION DES OUVRAGES

Le Titulaire a la responsabilité de la protection de ces ouvrages jusqu'à la réception de ceux-ci.

Aucune réclamation n'est prise en compte par le Maître d'Ouvrage et le Titulaire ne peut prévaloir à aucune plus-value ni indemnité de tous ordres provenant d'éventuelles dégradations du matériel pendant la phase de travaux et jusqu'à la réception des ouvrages.

La réception est effectuée par le bureau d'étude ASCAUDIT et a lieu dans un délai de 15 jours après achèvement complet des travaux, et une semaine avant la date de mise en service.

La réception ne peut être prononcée qu'après la validation du marquage CE de l'installateur et la réalisation des essais décrits en 5.4.5.

Le Titulaire doit procéder à la levée des réserves émises par le Bureau d'Etude et le Bureau de Contrôle. Le délai de levée des réserves est fixé lors de la réception des ouvrages dans la décision correspondante. Il peut être inférieur à 15 jours.

La réception sans réserve libère le Titulaire de ses obligations contractuelles tout en préservant les garanties de bon fonctionnement et décennale pour l'ensemble des ouvrages par lesquelles le Titulaire est tenu de :

- › Remédier, à ses frais et risques, à tous les désordres qui surviendraient ou seraient constatés à l'usage ;
- › Procéder à toutes interventions qui seraient reconnues nécessaires ou seulement utiles.

Toutefois, ne sont pas compris dans cette obligation les travaux d'entretien normal ainsi que ceux qui seraient la conséquence d'un abus, maladresse ou défaut d'entretien, dont il appartient alors au Titulaire d'apporter la preuve.

IMPERATIF : si un outil de dépannage est nécessaire, un exemplaire sera mis à disposition en machinerie ainsi que les documents techniques, programmation y compris.

Le matériel installé sera de type LIBRE et non personnalisé.

4.4.7 RECOLEMENT – DOSSIER FIN DE TRAVAUX

En fin de travaux, l'Entrepreneur devra transmettre un dossier de récolement des ouvrages exécutés (DOE) et mettre à jour l'ensemble de ses documents, sur la base de documents existants fournis par le Maître d'Ouvrage ou de ses propres documents complémentaires. Il devra également fournir des documents sur les équipements ou locaux qui ont été indirectement impactés.

De plus seront remis l'ensemble des documentations, avis techniques, nomenclatures des fournisseurs. L'entrepreneur devra également fournir les manuels de maintenance, d'utilisation et de mise en service. Les documents nécessaires à la présentation des appareils au Bureau de Contrôle pour la rédaction de son rapport de vérification.

Ce dossier est conforme à la norme NF-EN 81 Annexe C et NF EN 115. Il comprend :

- › Les derniers plans d'exécution passés en phase DOE ;
- › Les consignes et instructions utiles pour la conduite et l'entretien de l'appareil et particulièrement pour la sécurité ;
- › Les notices de réglages et de maintenance des cartes électroniques, abréviations, menus, codes de défaut, programmation des paramètres ;
- › Les notices de réglage et de maintenance des outils de programmation ;
- › Les notices de réglage et de maintenance des opérateurs portes cabines ;
- › Les lexiques des désignations de schémas, notices de réglage ;
- › Les notes de calcul ;
- › Les fiches produites ;
- › Les certificats CE ;
- › Le synoptique de desserte des ascenseurs (cf. §5.1) ;
- › Tout document que le Maître d'Œuvre juge utile.

Un exemplaire papier de ce dossier est remis pour visa le jour de la réception définitive des ouvrages au Maître d'Œuvre.

Le Titulaire remet sous 5 jours à compter du Visa du Maître d'Œuvre 2 exemplaires papiers et 2 exemplaires numériques.

4.5 APPROBATION DES ETUDES

L'Entrepreneur a en charge la reprise des études jusqu'à l'approbation sans réserve des documents par le Maître d'Œuvre et le Bureau de Contrôle.

Le démarrage des travaux est subordonné à cette approbation.

4.6 COORDINATION GENERALE DES ETUDES

La prestation du présent Lot inclut la participation à la coordination des études avec les autres Entrepreneurs. Le travail de synthèse implique de la part de l'Entrepreneur la participation à la collecte, auprès de l'ensemble des lots, de toutes les informations nécessaires au parfait achèvement de ses études et travaux.

La coordination des études et de la mise en œuvre est un élément déterminant dans le déroulement du Projet et l'implication de l'Entrepreneur est nécessaire dans cette démarche. Conformément à la NOTE DE LA CELLULE DE SYNTHÈSE et aux Documents du Marché.

4.7 PERIODE DE GARANTIE ET CONTRAT D'ENTRETIEN

Le Titulaire du présent marché assure sa présence lors d'un état des lieux d'entrée avec le prestataire actuellement en contrat cadre sur le site. Tous les équipements traités dans le cadre de ce marché sont concernés par cet état des lieux.

Le Titulaire du présent marché prend en charge, pour chaque équipement, la première année de maintenance à compter de la réception sans réserve afin d'assurer le suivi de la Garantie de Parfait Achèvement (GPA). Il assure également sa présence lors d'un état des lieux de sortie avec le prestataire actuellement en contrat cadre sur le site. L'état des lieux de sortie est programmé à la demande du Titulaire du présent marché sous un délai de 1 mois avant la fin de la GPA afin de permettre à toutes les parties de s'organiser.

5 SECURITE

5.1 Sécurité incendie du site

Les installations seront conformes aux normes de sécurité en vigueur et en particulier aux normes SSI NF S. 61-930 à NF S. 61-950.

Les installations respecteront le règlement de sécurité pour la construction des immeubles de grande hauteur et leur protection contre les risques d'incendie et de panique Version consolidée au 02 mai 2016 et en particulier les articles GH 30 à GH34.

Les informations de détection incendie pour chaque palier seront mises à disposition dans les locaux des machines par la MOA et reprises par le Titulaire pour l'affichage au PCSI.

Les liaisons entre le local des machines et le PCSI, si elles ne sont pas existantes, sont à la charge du Titulaire.

5.2 Décondamnation des dispositifs de contrôle d'accès : GH 27

Tous les dispositifs de contrôle d'accès en cabine devront être désactivés automatiquement et généralisé à l'ensemble des niveaux de l'immeuble équipés de ces dispositifs, et ce dès le déclenchement du processus d'alarme. Cette disposition a pour finalité d'assurer l'évacuation des usagers du compartiment impliqué, vers des compartiments non impliqués où vers l'extérieur de l'immeuble.

5.3 Les dispositifs de commande accompagnée : GH 30

Excepté pour les ascenseurs comportant un dispositif prioritaire, les cabines d'ascenseurs sont équipées d'un dispositif de commande accompagnée, destiné, une fois actionné, à inhiber le fonctionnement de l'ascenseur vis-à-vis des appels paliers et cabine déjà enregistrés et à permettre une utilisation uniquement à partir du panneau de commande en cabine.

L'utilisation de cette commande, d'un modèle unique, est réservée aux personnes autorisées et averties. Quatre exemplaires de ce dispositif de commande sont tenus au poste central de sécurité incendie, à la disposition du commandant des opérations de secours.

5.4 Matériaux en cabine : GH 30

Les parois support de la cabine sont en matériaux M0 ou A1

Les revêtements de la cabine sont en matériaux de catégories :

- › M3 ou Cfl-s1 au sol ;
- › M1 ou C-s2, d0 pour les parois verticales, le plafond et les luminaires

5.5 Protection des accès aux ascenseurs et monte-charges : GH 31

Aux paliers, sur chaque appareil concerné, une commande assurant la réouverture de la porte sera prévue (soit par la programmation d'un code spécifique sur les claviers, soit par un badge ou un contact à clé). A noter que la cabine stationnera à l'étage porte fermée. Le déclenchement du dispositif « non-stop » ou « pompiers » entraînera l'inhibition de la manœuvre accompagnée.

Les portes coupe-feu sont à fermeture automatique et admises à la marque NF. Le fonctionnement de toutes les portes d'un même compartiment se produit dans les conditions prévues à l'article GH 49.

En outre, lorsque les portes coupe-feu isolent les paliers d'ascenseurs, elles peuvent s'ouvrir manuellement de part et d'autre. Les personnes qui seraient isolées sur ce palier sont averties du non-arrêt de l'ascenseur et invitées à gagner les escaliers selon les consignes affichées sur ces portes (cf. §8.7). Le signal normalisé d'issue de secours est visible sur ces portes lorsqu'elles sont en position de sécurité.

Si la protection est réalisée à l'aide de portes palières coupe-feu par elles-mêmes, les conditions suivantes sont respectées :

- a) Fermeture forcée des portes palières d'ascenseur ou de monte-charges au bout de 30 secondes au maximum ;
- b) Indication au poste central de sécurité incendie de la non-fermeture des portes lorsqu'elle se prolonge au-delà de 60 secondes conformément à l'article GH 26 ;
- c) Signalisation de la position des cabines au poste central de sécurité incendie ;
- d) Interdiction du maintien en position ouverte des portes palières lors des opérations de dépannage ou d'entretien ;
- e) Annulation de la manœuvre à commande accompagnée en cas de détection incendie ou d'appel prioritaire.

Le non-stop sera télécommandé par contact sec normalement ouvert. Les signaux sont fournis par un dispositif bidirectionnel, le premier contrôle la fermeture complète des portes au PCSI, l'autre spécifique à l'ascensoriste assure le non-stop au(x) niveau(x) sinistré(s).

Le « non-stop » sera identifié à chaque palier par un pictogramme normalisé. Une double signalisation visuelle et sonore invitera les usagers à évacuer par les escaliers de secours (cf. §8.7).

Au niveau PCSI une supervision permet la visualisation du déplacement des cabines.

5.6 Signalétique & protection des dispositifs : GH 32

Une plaque signalétique bien visible doit rappeler la nécessité de laisser libre de tout obstacle le dégagement nécessaire aux fonctionnements des portes coupe-feu à fermeture automatique. L'inscription doit être en lettres blanches sur fond rouge.

Les appareillages, commandes & signalisations devront faire l'objet d'une protection, de façon que leur destruction par le feu n'entraîne pas de panne ou la mise à l'arrêt des appareils.

5.7 La gestion de la fonction « pompiers » : GH34

Les appareils suivants sont équipés d'une manœuvre prioritaire pompier :

- › Les 3 ascenseurs de la batterie triplex
- › L'ascenseur de charge principal
- › L'ascenseur privatif

Tous les niveaux d'un immeuble de grande hauteur doivent pouvoir permettre une intervention rapide des sapeurs-pompiers, et ce, dans des conditions telles que ces derniers puissent, à partir de leur niveau d'arrivée, avoir accès en priorité par l'intermédiaire de deux ascenseurs dédiés, à tous les étages de la tour. Les niveaux d'évacuation de la tour sont dotés d'une commande prioritaire « pompiers ». Le niveau d'accès est le RC, où sont disposés les dispositifs de communication.

L'ordre de priorité qui est respecté entre les différentes manœuvres est le suivant :

1. Mise hors service
2. Manœuvre d'inspection ou manœuvre de secours
3. Non-stop aux niveaux sinistrés
4. Manœuvre d'appel prioritaire pompier. En cas d'incendie au niveau d'accès des secours (RC), le dispositif d'appel prioritaire prime sur le non-stop
5. Manœuvre de la commande accompagnée
6. Manœuvre au moyen d'un dispositif de contrôle d'accès
7. Manœuvre normale de l'appareil.

5.8 Les commandes et la signalisation

Tous les dispositifs de commandes et de signalisation à destination des usagers seront conformes aux dispositions de la norme EN 81-70.

Dans les cabines, un interphone permettra la mise en communication avec le PCSI. Un dispositif de communication indépendant de l'interphone assurera une liaison bidirectionnelle entre l'utilisateur bloqué en cabine et le PCSI, cette liaison deviendra effective dès l'action sur le bouton identifié et dédié à cette fonction. Comme le dispositif d'alarme, il sera auto alimenté et secouru de manière à s'affranchir de toute rupture du circuit d'alimentation, y compris sur rupture du réseau de secours. Ces deux liaisons (interphone & sécurité) permettront d'assurer la communication entre le PCI et les parties suivantes des installations :

- › Le fond de cuvette
- › Le toit de cabine
- › Le dernier palier haut

Les interphones seront de marque Commend, Castel ou équivalent.

5.9 Etude de sécurité après mise en exploitation

Conformément au la Décret n° 2008-1325 du 15 décembre 2008, le coût de cette étude de sécurité et les incidences seront à la charge exclusive du titulaire du présent lot. Cette étude de sécurité sera remise à l'exploitant au plus tard 60 jours après la mise en exploitation des installations.

6 ETENDUE DES OUVRAGES

6.1 PLANS ET DOCUMENTS DE REFERENCE

6.1.1 Textes et Documents divers :

La Réglementation, les Normes en vigueur et les Règles de l'Art, l'ensemble des textes réglementaires devra être scrupuleusement respecté, ainsi que ceux relatifs à la sécurité des travailleurs. L'Entrepreneur devra être certifié ISO 9002 pour la partie installation, et 14001 pour l'usine. Obligation sera faite de se conformer entre autres aux directives européennes, elles permettront à l'Entrepreneur d'y trouver sous la forme d'une présomption de conformité un support technique utile au respect des obligations réglementaires de l'ensemble des textes cités. Dans ce descriptif, seuls figurent quelques rappels essentiels concernant des points particuliers, l'attention de l'Entrepreneur est donc attirée sur la nécessité de prendre en compte de façon précise les règles de l'art et les autres textes de références, le présent document n'ayant pas été rédigé avec comme objectif, la reproduction de tout ou partie de la réglementation existante.

6.1.2 Les Spécifications Techniques :

L'ensemble des prescriptions contenues dans les règlements et normes énumérées ci-dessous sont impératives et devront être observées. La liste ci-dessous est donnée à titre d'information des entreprises, elle représente un minimum incontournable mais ne se veut pas exhaustive. L'entrepreneur doit le respect de la totalité des textes réglementaires en vigueur au moment de la remise de son offre.

Dans le cas de contradictions entre le présent document et la réglementation en vigueur, l'entrepreneur devra proposer la solution répondant aux normes. Si un changement de normalisation intervient en cours de travaux, il devra en faire part au Maître d'œuvre qui prendra une décision en conséquence.

Les matériaux mis en œuvre et l'exécution des travaux faisant partie de ce lot devront répondre aux prescriptions des documents ci-après :

6.1.3 Normes générales et amendements :

- › EN 81-20 : Règles de sécurité pour la construction et l'installation des élévateurs - Élévateurs pour le transport de personnes et d'objets - Partie 20 : Ascenseurs et ascenseurs de charge.
- › EN 81-50 : Règles de sécurité pour la construction et l'installation des élévateurs- Examens et essais - Partie 50 : Règles de conception, calculs, examens et essais des composants pour élévateurs.
- › EN 81-28 : Règles de sécurité pour la construction et l'installation des élévateurs - Élévateurs pour le transport de personnes et d'objets - Partie 28 : Téléalarme pour ascenseurs et ascenseurs de charge.
- › EN 81-70 : Règles de sécurité pour la construction et l'installation des élévateurs - Applications particulières pour les ascenseurs et ascenseurs de charge - Partie 70 : Accessibilité aux ascenseurs pour toutes les personnes y compris les personnes avec handicap.
- › NF EN 12385 : Câbles en acier - Sécurité- Partie 3 : Informations pour l'utilisation et la maintenance.
- › NF EN 81-58 : Règles de sécurité pour la construction et l'installation des élévateurs - Examen et essais - Partie 58 : Essais de résistance au feu des portes palières.
- › NF EN ISO 14122 : Sécurité des machines - Partie 4 : Échelles fixes.
- › NF E85-016 : Eléments d'installations industrielles - Moyens d'accès permanent - Échelles fixes.
- › NF EN **13411** : Terminaisons pour câbles en acier - Sécurité :
 - Partie 5 : serre-câbles à étrier en U ;
 - Partie 6 : boîte à coin asymétrique ;

- Partie 7 : boîte à coin symétrique.
- › NF EN ISO 13857 : Sécurité des machines - Distances de sécurité empêchant les membres supérieurs et inférieurs d'atteindre les zones dangereuses.
- › NF EN 60204-1 : Sécurité des machines - Equipement électrique des machines.
- › NF C 15-100 : Installations électriques à basse tension.

6.1.4 Normes spécifiques et amendements :

- › NF EN 81-71 : Règles de sécurité pour la construction et l'installation des ascenseurs - Applications particulières pour les ascenseurs et les ascenseurs de charge - Partie 71 : Ascenseurs résistant aux actes de vandalisme.
- › NF EN 81-72 : Règles de sécurité pour la construction et l'installation des ascenseurs - Applications particulières pour les ascenseurs et ascenseurs de charge- Partie 72 : Ascenseurs pompiers.
- › NF EN 81-73 : Règles de sécurité pour la construction et l'installation des ascenseurs- Applications particulières pour les ascenseurs et les ascenseurs de charge - Partie 73 : Fonctionnement des ascenseurs en cas d'incendie.
- › NF EN 81-77 : Règles de sécurité pour la construction et l'installation des ascenseurs - Applications particulières pour les ascenseurs et les ascenseurs de charge - Partie 77 : Ascenseurs soumis à des conditions sismiques.
- › NF EN 81-21 : Règles de sécurité pour la construction et l'installation des ascenseurs- Ascenseurs pour le transport de personnes et de charges - Partie 21 : Ascenseurs et ascenseurs de charge neufs dans les bâtiments existants.
- › NF P82-207 : Dispositif d'appel prioritaire pour les sapeurs-pompiers.

6.1.5 Réglementation générale applicable :

- › Décret n° 2016-550 du 3 mai 2016 relatif à la mise sur le marché des ascenseurs et des composants de sécurité pour ascenseurs.
- › Décret n° 2008-1325 du 15 décembre 2008 relatif à la sécurité des ascenseurs, monte-charges et équipements assimilés sur les lieux de travail et à la sécurité des travailleurs intervenant sur ces équipements.
- › Circulaire DGT n° 2011-02 du 21 janvier 2011 concernant la mise en œuvre du décret n° 2008-1325 du 15 décembre 2008 relatif à la sécurité des ascenseurs, monte-charges et équipements assimilés sur les lieux de travail ainsi qu'à la sécurité des travailleurs intervenant sur ces équipements.
- › Décret n° 2004-924 du 1er septembre 2004 relatif à l'utilisation des équipements de travail mis à disposition pour des travaux temporaires en hauteur et modifiant le code du travail (deuxième partie : Décrets en Conseil d'Etat) et le décret n° 65-48 du 8 janvier 1965.
- › Circulaire DRT 2005-08 du 27 juin 2005 relative à la mise en œuvre du décret du 1er septembre 2004 et de l'arrêté du 21 décembre 2004.
- › Arrêté du 28 octobre 1994 relatif aux modalités d'application de la réglementation acoustique.

6.1.6 Réglementation spécifique applicable :

Incendie (ERP, habitation, IGH) :

- › Arrêté du 25 juin 1980 modifié portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public.
- › Arrêté du 31 janvier 1986 modifié relatif à la protection contre l'incendie des bâtiments d'habitation.

- › Arrêté du 30 décembre 2011 portant règlement de sécurité pour la construction des immeubles de grande hauteur et leur protection contre les risques d'incendie et de panique.

Accessibilité (habitation, ERP, ERT) :

- › Décret n° 2006-555 du 17 mai 2006 relatif à l'accessibilité des établissements recevant du public, des installations ouvertes au public et des bâtiments d'habitation et modifiant le code de la construction et de l'habitation.
- › Décret n° 2009-1272 du 21 octobre 2009 relatif à l'accessibilité des lieux de travail aux travailleurs handicapés.
- › Arrêté du 24 décembre 2015 relatif à l'accessibilité aux personnes handicapées des bâtiments d'habitation collectifs et des maisons individuelles lors de leur construction.
- › Arrêté du 20 avril 2017 relatif à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public lors de leur construction et des installations ouvertes au public lors de leur aménagement.
- › Arrêté du 4 octobre 2010 relatif à l'accessibilité des personnes handicapées dans les établissements pénitentiaires lors de leur construction.

Sismique :

- › Décret n° 2010-1254 du 22 octobre 2010 relatif à la prévention du risque sismique.
- › Décret n° 2010-1255 du 22 octobre 2010 portant délimitation des zones de sismicité du territoire français.

6.1.7 Directives européennes applicables et transpositions en droit Français :

- › Ascenseur : 2014/33/UE du 26 février 2014 transposée par décret n°2016-550 du 3 mai 2016 ;
- › Machines : 2006/42/CE du 17 mai 2006 transposée par décret n° 2008-1156 du 7 novembre 2008 ;
- › Basse tension : 2014/35/UE du 26 février 2014 transposée par décret n° 2015-1083 du 27 août 2015 ;
- › Compatibilité électromagnétique : 2014/30/UE du 26 février 2014 transposée par Décret n° 2015-1084 du 27 août 2015 ;
- › Produits de construction : Règlement UE N° 305/2011 du 11 mars 2011 transposé par décret n°2012-1489 du 27 décembre 2012.

6.2 OUVRAGE A REALISER

Le présent marché est traité en entreprise générale. Le Titulaire du marché prévoit :

- › L'ensemble des travaux listés dans le présent C.C.T.P. ou ses annexes (Décomposition des Prix Globale et Forfaitaire) ;
- › Selon les dispositions inscrites au CCAP et au PGC, la mise en œuvre et aménagement d'une base vie dans les locaux mis à disposition ;
- › La mise en conformité des portes palières selon le règlement incendie IGH sur les appareils suivants :
- › Ascenseur privatif du SS1 à R13 (hors ES)
- › Monte-charge principal du SS1 à GT et à R13
- › Les monte-charges cuisine du RC à R1
- › Le remplacement de l'habillage cabine de l'ascenseur privatif.
- › Le remplacement de la signalisation palière et cabine de l'ascenseur privatif et du monte-charge coffre ;
- › La révision du système parachute et le rééquilibrage de la cabine et du contrepoids de l'ascenseur privatif ;
- › La mise en conformité du local machinerie du monte-charge coffre ;

- › La mise en conformité des équipements en gaine du monte-charge coffre ;
- › La fourniture et la pose de tout le matériel nécessaire à la parfaite mise en œuvre des appareils conformément aux spécifications du C.C.T.P ;
- › L'évacuation des déchets en décharge agréées ;
- › La conformité des ouvrages et matériels installés ;
- › La certification et le marquage CE des installations suivant la Directive Européenne 2014/33/EU ;
- › La conformité aux normes en vigueur ;
- › Les protections de chantier inhérentes aux travaux du présent lot ;
- › Le nettoyage complet des installations avant leur mise en service ;
- › La remise en état des ouvrages détériorés en cours de travaux ;
- › Les mesures de protection des équipements et ouvrages réalisés jusqu'à la date de réception ;
- › Toutes les démarches nécessaires aux formalités d'intervention (livraison, etc.) ;
- › La participation aux essais et réceptions effectués à la demande du bureau de contrôle ou du Maître d'Œuvre ;

Le Titulaire du présent lot prévoit et fournit l'ensemble des travaux nécessaires à la réalisation complète et à une parfaite exécution de ses ouvrages.

Il ne peut être fait état d'imprécision dans les descriptifs pour justifier des omissions de sa prestation.

7 Description des travaux Ascenseur privatif

7.1 Portes palières

- › Dépose des portes palières selon procédure de désamiantage en sous-section 3 (cf. §2.4)
- › Porte automatique : 2 vantaux à ouverture latérale ;
- › Passage libre : 700 mm ;
- › Les portes seront positionnées en gaine sur corniche métallique ;
- › Finition des portes : inox gravé toile de lin ;
- › Degré de résistance au feu : EI120 ;
- › Parois lisses en tôle électrozinguées ;
- › Seuils de portes palières en aluminium ;
- › Calfeutrements coupe-feu 2h sur tout le pourtour du cadre de porte ;
- › Ebrasements enveloppants finition identique aux vantaux de portes intégrant les indicateurs de niveaux et les boutons paliers. La fixation des ébrasements doit prendre en compte la présence d'amiante aux paliers. Le Titulaire présente un détail de fixation adapté durant la phase d'étude.

7.2 Porte cabine :

- › Porte automatique : 2 vantaux à ouverture latérale ;
- › Passage libre : 700 mm ;
- › Opérateur de porte :
 - A variation de fréquence adapté à un trafic de 240 démarrages / heure ;
 - Commande à variation de fréquence pilotée avec asservissement en boucle fermée ;

- La transmission du mouvement est réalisée par courroies crantées avec limiteur de couple ;
- Le temps d'ouverture et de fermeture de porte sont paramétrables et ne doivent pas dépasser 2,3s ;
- › Vantaux de porte finition : inox toile de lin ;
- › Le guidage des vantaux est assuré par 2 chariots indépendants équipés de galets et contre-galets (avec roulement à billes étanches) se déplaçant sur un rail en partie haute et par des patins sur chaque vantail guidant la porte dans la rainure du seuil ;
- › Colonnes d'entrée et linteau finition similaire aux vantaux de portes ;
- › Rideau de cellule de détection fixé sur le seuil de porte cabine et non-accessible aux usagers, disposé sur toute la hauteur de la porte. Cette protection interdit la fermeture ou provoque la réouverture sur présence d'obstacle ;
- › Garde-pieds réglementaire en inox ;
- › Seuil en aluminium (qualité d'inox AISI 304) ;
- › Le niveau de performance acoustique attendu est le suivant :
 - En fonctionnement : 50 DB ;
 - En verrouillage et déverrouillage : 55 dB ;
 - En réouverture sur obstacle : 55 dB.

7.3 Supervision SSI

- › Assurer la transmission des contacts de non-stop jusqu'au système de supervision au PCSI

7.4 Cabine

- › Habillage cabine :
 - Parois latérales : à définir selon la **gamme** du titulaire et conforme au GH30 §7 ;
 - Mains courantes conforme à l'EN81-70 en inox brossé positionnées sur la face opposée au panneau de commande ;
 - Sol en pierre reconstituée selon la gamme du titulaire et conforme au GH30 §7 ;
 - Plinthes : inox brossé ;
 - Plafond : acier laqué blanc
 - Eclairage de cabine de type directe par spot LED secouru entièrement sur onduleur. Les dispositifs sont protégés par des supports anti-vandales conformes à l'EN81-71 et au GH30.
- › Panneaux de commande cabine :
 - 1 panneaux de commande intégré dans une colonne en inox brossé (qualité d'inox AISI 304) ;
 - La charge nominale, la capacité en nombre de personne ainsi que le numéro d'identification de l'appareil figurent en partie haute du panneau de commande ;
 - Le bouton d'alarme doit être de couleur jaune et identifié par un symbole réglementaire ;
 - L'enregistrement des envois cabine doit être confirmé par un signal sonore et lumineux ;
 - Les boutons sont de type micro-course ;
 - Chaque panneau de commande est équipé :
 - Des boutons d'envoi avec inscription numérique ;
 - D'un bouton d'alarme permettant de connecter le dispositif de demande de secours ;
 - D'un bouton de réouverture de porte ;

- D'un bouton de fermeture de porte ;
 - Des inscriptions en braille pour chaque bouton ;
 - D'un indicateur de position et de direction ;
 - D'un contact à clé pour « manœuvre prioritaire »
 - Contact 2 positions (0-1) : ¼ de tour avec ressort de rappel (5 clés à fournir)
 - 1 écran LCD dans un support antivandale, paramétrable et permettant de donner les informations suivantes :
 - L'affichage du sens de déplacement de la cabine par flèches ;
 - L'affichage du niveau actuel ;
 - L'affichage « Hors service » en cas de panne de l'appareil.
- › Synthèse vocale
- Langue Française ;
 - Cette synthèse vocale est indépendante du système de télésurveillance et peut être facilement paramétrable sans surcoût afin de personnaliser les messages si nécessaire ;
 - Le niveau sonore est réglable de 30 à 65dB.
- › Boucle inductive magnétique permettant l'utilisation des dispositifs auditifs pour les personnes malentendantes.
- › Révision et tests du dispositif de parachute cabine. Le Titulaire doit prévoir la mise à disposition d'une quantité suffisante de gueuses de chargement afin de réaliser les tests en condition réelle, à savoir 100% de la charge en chute libre ;
- › Rééquilibrage de la cabine en statique et du contrepoids en dynamique à la suite des modifications d'habillage et remplacement portes cabine ;

7.5 Paliers

- › Tous les équipements aux paliers sont indice IP2X minimum ;
- › Tous les équipements qui ne peuvent être intégrés dans les ébrasements doivent être traités selon la procédure d'exposition aux matériaux contenant des fibres amiantées (cf.§2.4) ;
- › Un indicateur de position à tous les niveaux, en linteau permettant de visualiser :
 - Flèches de sens de déplacement de la cabine au prochain départ,
 - Affichage du niveau actuel
 - Le plastron est encastré dans l'ébrasement et de finition identique aux ébrasements et aux vantaux de portes ;
- › 1 colonne de boutons d'appel, conforme à la norme EN 81-70 :
 - Type micro-course ;
 - L'enregistrement de l'appel palier doit être confirmé par un signal lumineux de type LED et sonore ;
 - Le plastron est encastré dans l'ébrasement et de finition identique aux ébrasements et aux vantaux de portes ;
- › Gong sonore signalant l'arrivée de la cabine au niveau ;
- › Remplacer le boîtier de manœuvre pompier positionné au RDC.

8 Description des travaux monte-charge principal

8.1 Portes palières

- › Dépose des portes palières des niveaux S1, RDC, R1, R2, ES, GT et R13, selon procédure de désamiantage en sous-section 3 (cf. §2.4)
- › Porte automatique : 2 vantaux à ouverture latérale ;
- › Passage libre : 800 mm ;
- › Les portes seront positionnées en gaine sur corniche métallique ;
- › Finition des portes : inox gravé toile de lin ;
- › Degré de résistance au feu : EI120 ;
- › Parois lisses en tôle électrozinguées ;
- › Seuils de portes palières en aluminium ;
- › Calfeutrements coupe-feu 2h sur tout le pourtour du cadre de porte ;
- › Ebrasements enveloppants finition identique aux vantaux de portes intégrant les indicateurs de niveaux et les boutons paliers. La fixation des ébrasements doit prendre en compte la présence d'amiante aux paliers. Le Titulaire présente un détail de fixation adapté durant la phase d'étude.

8.2 Supervision SSI

- › Assurer la transmission des contacts de non-stop jusqu'au système de supervision au PCSI

9 Description des travaux monte-charge cuisine 1 et 2

9.1 Portes palières

- › Dépose des portes palières des niveaux RDC et R1 ;
- › Porte automatique : 2 vantaux à ouverture latérale ;
- › Passage libre : 1100 mm ;
- › Les portes seront positionnées en gaine sur corniche métallique ;
- › Finition des portes : inox gravé toile de lin ;
- › Degré de résistance au feu : EI120 ;
- › Parois lisses en tôle électrozinguées ;
- › Seuils de portes palières en aluminium ;
- › Calfeutrements coupe-feu 2h sur tout le pourtour du cadre de porte ;

9.2 Supervision SSI

- › Assurer la transmission des contacts de non-stop jusqu'au système de supervision au PCSI

10 Description des travaux Monte-charge coffre

10.1 Portes palières

- › Porte manuelle : 1 vantail battant ;
- › Passage libre : 800 mm ;
- › Remise en peinture – RAL au choix du MOA ;
- › Remplacement de l'oculus ;

10.2 Paliers

- › Tous les équipements aux paliers sont indice IP2X minimum ;
- › Tous les équipements qui ne peuvent être intégrés dans les ébrasements doivent être traités selon la procédure d'exposition aux matériaux contenant des fibres amiantées (cf.\$2.4) ;
- › Un indicateur de position à tous les niveaux, en linteau permettant de visualiser :
 - Flèches de sens de déplacement de la cabine au prochain départ,
 - Affichage du niveau actuel
 - Le plastron est encastré dans l'ébrasement et de finition identique aux ébrasements et aux vantaux de portes ;
- › 1 colonne de boutons d'appel, conforme à la norme EN 81-70 :
 - Type micro-course ;
 - L'enregistrement de l'appel palier doit être confirmé par un signal lumineux de type LED et sonore ;
 - Le plastron est encastré dans l'ébrasement et de finition identique aux ébrasements et aux vantaux de portes ;
- › Gong sonore signalant l'arrivée de la cabine au niveau ;
- › Création de sas palier coupe-feu 2h – EI120 conformément à l'article GH31 de la réglementation incendie ;
- › Mise en conformité accessibilité de l'accès au R+2.

10.3 Porte cabine :

- › Porte automatique : 4 vantaux pliants ;
- › Révision de l'opérateur ;
- › Nettoyage du seuil.

10.4 Supervision SSI

- › Assurer la transmission des contacts de non-stop jusqu'au système de supervision au PCSI

10.5 Cabine

- › Panneaux de commande cabine :
 - 1 panneaux de commande intégré dans une colonne en inox brossé (qualité d'inox AISI 304) ;

- La charge nominale, la capacité en nombre de personne ainsi que le numéro d'identification de l'appareil figurent en partie haute du panneau de commande ;
 - Le bouton d'alarme doit être de couleur jaune et identifié par un symbole réglementaire ;
 - L'enregistrement des envois cabine doit être confirmé par un signal sonore et lumineux ;
 - Les boutons sont de type micro-course ;
 - Chaque panneau de commande est équipé :
 - Des boutons d'envoi avec inscription numérique ;
 - D'un bouton d'alarme permettant de connecter le dispositif de demande de secours ;
 - D'un bouton de réouverture de porte ;
 - D'un bouton de fermeture de porte ;
 - Des inscriptions en braille pour chaque bouton ;
 - D'un indicateur de position et de direction ;
 - D'un contact à clé pour « manœuvre prioritaire »
 - Contact 2 positions (0-1) : $\frac{1}{4}$ de tour avec ressort de rappel (5 clés à fournir)
 - 1 écran LCD dans un support antivandale, paramétrable et permettant de donner les informations suivantes :
 - L'affichage du sens de déplacement de la cabine par flèches ;
 - L'affichage du niveau actuel ;
 - L'affichage « Hors service » en cas de panne de l'appareil.
- › Synthèse vocale
- Langue Française ;
 - Cette synthèse vocale est indépendante du système de télésurveillance et peut être facilement paramétrable sans surcoût afin de personnaliser les messages si nécessaire ;
 - Le niveau sonore est réglable de 30 à 65dB.
- › Boucle inductive magnétique permettant l'utilisation des dispositifs auditifs pour les personnes malentendantes.
- › Révision et tests du dispositif de parachute cabine. Le Titulaire doit prévoir la mise à disposition d'une quantité suffisante de gueses de chargement afin de réaliser les tests en condition réelle, à savoir 100% de la charge en chute libre ;
- › Création d'ouïes de ventilation dans les parois ou colonnes d'entrées cabine ;
- › Installation d'un miroir sur la paroi du fond de cabine ;
- › Installation d'une main courante sur la paroi du fond de cabine.

10.6 Local machinerie

- › Remplacer le tableau d'alimentation principale (DTU) ;
- › Remplacer l'éclairage de secours ;
- › Remplacer l'éclairage normal ;
- › Installer le contrepoids d'équilibrage de trappe dans un fourreau de protection ;
- › Installer un dispositif de coupure (bouton stop) à un mètre au plus de la machine ;
- › Fermer le garde-corps au passage, sur le massif.

10.7 Gaine

- › Remplacer les fils guides contrepoids par des guides en T ;
- › Remplacer la poulie tendeuse du limiteur de vitesse (inclus contact de sécurité et câblette) ;
- › Remplacer le bouton d'arrêt d'urgence en cuvette.

11 Description de la base vie et zones de stockages

11.1 Base vie

- › La Maîtrise d'Ouvrage met à disposition un local pour mise en œuvre de la base vie. Ce local sera partagé avec les autres chantiers en cours sur le site. Le Titulaire devra prévoir le cloisonnement de l'espace par barrière Heras sur plot et bâche plastique au minimum. Le sol étant un plancher technique composé de dalles amiantées, aucune fixation au sol n'est autorisée.
- › La Maîtrise d'Ouvrage prévoit la fourniture d'une certaine quantité de fourniture (table, chaise, armoire) qui seront éventuellement à compléter par le titulaire selon les effectifs présent sur site.
- › Afin d'assurer la sécurité des intervenants, les cadenas seront fournis par la Maîtrise d'Ouvrage et les clés seront disponible sur l'organigramme en cas de pertes.
- › Le local base vie n'est en aucun cas un lieu de stockage de matériel. Les armoires contenant des effets personnels devront être sécurisées par le titulaire. La Maîtrise d'Ouvrage se décharge de toutes responsabilités en cas de vols et/ou dégradations.
- › Les sanitaires sont localisés dans le couloir à proximité du local.
- › Un accès au réfectoire du site est à confirmer par la Maîtrise d'Ouvrage et soumis à une participation financière. L'utilisation seule des équipements du réfectoire (micro-onde, table, chaise) est également à confirmer et soumis à la non-utilisation de la vaisselle du site. Les techniciens devront apporter leurs propres couverts.

11.2 Zones de stockages

- › Pour le stockage du matériel, la Maîtrise d'Ouvrage met à disposition 1 à 2 places de parking selon les besoins. Les livraisons devront être cadencées afin de ne pas surcharger la zone de stockage qui ne sera pas extensible.
- › Le titulaire devra prévoir la sécurisation de cet emplacement par barrière Heras semi-pleine sur plot. Le sol devra être protégés par des plaques d'isorel afin d'éviter les dégradations accidentelles.
- › Les livraisons auront lieu par la rue du Croquet à l'arrière du bâtiment. La hauteur libre du parking étant limitée, le transfert du matériel devra se faire manuellement par le monte-charge principal au RC ou par la rampe de sortie du parking.